

4. Le gouvernement a-t-il pris des dispositions propres à inciter les sociétés britanniques à assembler au Canada plutôt qu'aux États-Unis les tracteurs de ferme et autres produits anglais? Dans le cas de l'affirmative, qu'en est-il résulté?

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Cette question, monsieur l'Orateur, est une édition remaniée de celle qu'à posée l'honorable député lors de la dernière session, le 29 janvier 1958. Je répondrai donc dans les mêmes termes qu'alors, et les voici:

Monsieur l'Orateur, il n'existe aucune statistique comme celle que réclame l'honorable député. Ces renseignements ne sont pas faciles à obtenir car il faudrait à cette fin déterminer le pays d'origine des pièces des objets manufacturés importés des États-Unis.

Cela répond aux trois premières parties de la question. Quant à la quatrième, je dirai que les compagnies britanniques ont la liberté d'établir des succursales au Canada, sont encouragées à le faire et l'ont fait en grand nombre. La récente mission commerciale du Royaume-Uni venue au Canada avait cet objectif à son programme.

L'hon. Henri Courtemanche (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, les questions n^{os} 19, 30, 39, 46, 48, 51, 57, 69 et 71 devraient être transformées en ordres de dépôt de documents.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Qu'on me permette de signaler que ces questions viennent après l'appel de l'ordre du jour et ne figurent réellement pas au *Feuilleton*.

M. l'Orateur: Si l'honorable député de Laurier veut bien se reporter au bas de la page 3 du *Feuilleton*, il constatera que c'est bien maintenant que les députés ont la possibilité de transformer des questions en ordres de dépôt de document.

L'hon. M. Chevrier: Je pense bien que j'étais distrait.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

BANDES INDIENNES, DISTRICT ÉLECTORAL DE SKEENA

Question n^o 19—M. Howard:

1. Quels sont les noms des bandes ou réserves indiennes qui se trouvent dans le district électoral de Skeena?

2. Depuis le 1^{er} janvier 1956, à quelles dates chaque bande ou réserve indienne a-t-elle été visitée par a) un surintendant d'agence indienne, b) un médecin, c) un dentiste?

LE VACCIN SALK

Question n^o 30—L'hon. M. Martin:

1. Dans quels pays le Canada exporte-t-il actuellement du vaccin Salk?

2. Quand a-t-on autorisé les premiers envois de vaccin Salk à quelque pays?

[M. Cardin.]

3. Au 31 mars 1958, combien d'enfants, au Canada, avaient reçu trois doses de ce vaccin?

4. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1958, quelle a été la participation financière globale du gouvernement fédéral en vertu d'accords conclus avec les provinces en vue de la fourniture gratuite de vaccin Salk?

5. Quelle est la limite d'âge actuellement fixée par le gouvernement fédéral pour l'approvisionnement gratuit de vaccin Salk dans chaque province ou pour l'ensemble des provinces?

6. Quelle est la proportion du programme canadien de fabrication de vaccin Salk actuellement confiée aux laboratoires de recherche médicale Connaught, à l'Institut de microbiologie de l'Université de Montréal et aux laboratoires privés?

7. La production du vaccin Salk au Canada provient-elle de laboratoires privés canadiens ou tous les approvisionnements commerciaux proviennent-ils actuellement des États-Unis?

8. Combien d'établissements commerciaux privés ont été autorisés à vendre et à distribuer le vaccin Salk au Canada?

9. Les contrôles ou les essais britanniques qui précèdent l'utilisation du vaccin Salk sont-ils les mêmes que ceux qui sont exigés au Canada?

ACHAT DE VOITURES PARTICULIÈRES DU GOUVERNEMENT

Question n^o 39—M. Argue:

1. Jusqu'à ce jour, durant l'année courante, combien de voitures particulières le gouvernement a-t-il achetées ou commandées?

2. Sur ce nombre, combien sont fabriquées a) au Canada, b) aux États-Unis, c) dans d'autres pays? 3. A quelles fins utilise-t-on les automobiles des catégories "b" et "c"?

KITIMAT—SOMMES DÉPENSÉES POUR LES ÉLECTIONS DE 1957

Question n^o 46—M. Howard:

Quelles sommes a-t-on dépensées, s'il en est, pour la tenue des élections générales de 1957 dans chaque arrondissement de votation, à Kitimat (Colombie-Britannique), aux titres suivants: a) rémunération des énumérateurs et b) des sous-officiers-rapporteurs et des greffiers du scrutin, c) loyers de locaux, d) autres frais non indiqués ci-dessus?

LE SERVICE PUBLIC—PROLONGEMENT DE LA DURÉE DES FONCTIONS

Question n^o 48—M. Broome:

1. A la date des plus récents chiffres, combien de fonctionnaires de l'État ayant atteint l'âge de la retraite occupaient encore leur poste grâce à l'autorisation de prolonger la durée de leurs fonctions pour a) six mois, b) une année?

2. Prolonge-t-on la durée des fonctions pour des périodes dépassant une année?

3. Dans le cas de l'affirmative, à la date des plus récents chiffres, de combien de fonctionnaires avait-on ainsi prolongé la durée des fonctions?

REQUÊTES AU SUJET DES PRESTATIONS DE BIEN-ÊTRE

Question n^o 50—L'hon. M. Martin:

1. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes de groupements ou d'associations demandant a) de porter la pension de sécurité de la vieillesse à \$75 par mois, payable à l'âge de 65 ans et comportant l'évaluation des ressources, b) de modifier